

14 Septembre 2017

Son Excellence, **Marcel de Souza**

Président, la commission de la CEDEAO

Son Excellence, **Alpha Conde**

Président en exercice de l'Union Africaine (UA)

Votre Honneur, **Justice Sylvian Ore**

Président, Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CAfDHP)

Son Excellence, **Joaquin Alexander Maza Martelli**

Président, Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies (CDH)

Vos Excellences,

ŒUVRER POUR MAINTENIR UN INTERNET DISPONIBLE AU TOGO ET SUR L'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE

En tant que coalition de groupes de la société civile oeuvrant pour la protection des droits numériques en Afrique, nous écrivons au sujet de l'interruption de l'Internet et des services de télécommunications au Togo entre le Mardi 5 Septembre et le Dimanche 10 Septembre 2017, nous sollicitons votre soutien pour veiller à ce que l'Internet et les services de télécommunications ne soient plus jamais délibérément interrompus au Togo et sur le reste du continent.

Au Togo où les manifestations qui ont servi de prétexte aux autorités pour bloquer l'Internet ne se sont pas atténuées, nous vous serions reconnaissants d'user de vos bons offices afin de s'assurer que n'intervienne pas une nouvelle interruption de l'Internet.

Notre confiance en sollicitant vos bons offices à ce sujet est confortée par l'intervention lors de l'impasse politique de Décembre 2016 en Gambie et la suspension de l'Internet qui s'en était suivie. A cette occasion, le pays avait connu une transition politique pacifique et tous les services de télécommunications avaient été restaurés.

Une fois de plus, et c'est devenu une pratique néfaste dans certains pays africains au cours des dernières années, l'accès à l'Internet et aux services de télécommunications a été suspendu au Togo en réponse aux manifestations légitimes réclamant une plus grande participation politique. En 2016, au moins sept pays africains ont connu des interruptions de

Lagos (HQ): 2nd Floor 385 Herbert Macaulay Way,
Yaba, Lagos
+234 1 342 62 45

2nd Floor, 39 Baale Street, Ajegunle, Lagos.
+234 1 291 39 26

Aba: 3rd Floor, 17B Ngwa Road, Aba.
+234 82 291 047

Abuja: 2nd Floor (Rock & Rule Suite), Discovery
Mall, 215 Ademola Adetokunbo Crescent, Wuse II,
Abuja.
+234 9 291 63 01

Kano: 547 Warhu Hospital Road, Dakata Kawaji,
Kano.
+234 64 433 430

 hello@paradigmhq.org

   @ParadigmHQ

l'Internet¹. Le nombre de suspensions, jusqu'en Septembre 2017, est de sept – Cameroun, Maroc, Mali, Sénégal, Soudan du Sud, Ethiopie et Togo. Nous serons reconnaissants de l'intervention de vos Excellences pour faire des blocages de l'Internet en Afrique des choses relevant du passé.

Les interruptions de l'Internet violent les droits humains fondamentaux et le droit international. Non seulement ces interruptions sont illégales, mais aussi, sont des réponses disproportionnées aux revendications légales des citoyens pour davantage de démocratie. En outre, les suspensions de l'Internet et les services de télécommunications sont dangereuses en ceci qu'elles conduisent au manque d'information, laissant ainsi les populations isolées et privées de services essentiels tels les banques, les soins de santé et d'autres opportunités pour le développement tant personnel que communautaire².

Les blocages de l'Internet ont également des conséquences économiques. Access Now, une organisation de la société civile oeuvrant pour la défense des droits numériques, estime les coûts pour l'économie de la suspension de l'Internet au Cameroun de Janvier à Avril 2017 à 4.5 millions de dollars US. Une analyse des 30 premiers jours de la suspension de l'Internet au Cameroun a révélé que celle-ci a coûté 1.446.000 dollars Us (soit 880 millions de Fcfa), un montant suffisant pour couvrir l'intégralité des dépenses mensuelles de l'ensemble des 58 départements que compte le pays. Le tout, en faisant des économies pouvant financer 18 autres départements s'il y avait lieu.

Access Now a aussi calculé pour le cas du Togo, les conséquences économiques de l'interruption de l'Internet. Celle-ci a coûté à l'économie du pays un minimum de 1.8 millions de dollars Us, sans prise en compte des transferts électroniques d'argent, du secteur informel et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Ceci équivaut à un montant de 300.000 dollars Us par jour dans un pays où le PIB par habitant est de 578 dollars Us.

Global Initiative Network (GNI) qui est une coalition de compagnies de télécommunications, d'organisations de la société civile, des milieux académiques et d'autres partenaires oeuvrant pour la défense globale des droits numériques, a aussi publié un guide d'une page pour les décideurs dans lequel il est expliqué les conséquences des suspensions de l'Internet. Ce document d'aide à la décision peut être consulté en Anglais³ et en Français⁴. Il va sans dire que le Togo est un pays qui ne peut se permettre une quelconque suspension d'Internet de quelque durée que ce soit, ceci à cause de l'impact négatif que subirait son

¹ Rapport 2016 des Droits numériques en Afrique, <http://bit.ly/2eKW3k8>

² Sophie Ngassa, « Les dommages causés par les 93 jours d'interruption de l'Internet au Cameroun ». Slate, 17 Août 2017. <http://slate.me/2y0blgf>

³ <http://bit.ly/2xVoXCj>

⁴ <http://bit.ly/2xVa6aY>

économie et les moyens d'existence de millions de personnes. Tout au contraire, nous croyons que les droits à la liberté d'expression et d'association peuvent être respectés et protégés au Togo, aussi bien en ligne que physiquement, suivant des canaux qui renforcent à la fois les institutions politiques et économiques du pays et de la région.

Par la présente, nous sollicitons donc le soutien de vos Excellences pour mettre un terme à la recrudescence des interruptions de l'Internet en Afrique et de publiquement vous exprimer dans ce sens. En outre, nous demandons, au vue de l'évolution de la situation politique au Togo dans les jours et semaines à venir, que vos Excellences usent de leurs bons offices pour s'assurer que l'Internet et les autres services de télécommunications demeurent disponibles.

A la convenance de vos Excellences, nous sommes disposés à vous rencontrer pour poser les jalons de discussions communes afin que l'Internet, au lieu d'être l'objet de suspensions en Afrique, reste disponible pour mettre à contribution son formidable potentiel de développement.

Cordialement,



'Gbenga Sesan

Directeur Exécutif

De la part de:

Paradigm Initiative

Kenya ICT Action Network (KICTANet)

Unwanted Witness Uganda

Witness

Blaise Ndola (Rudi International, DRC)

Kathleen Ndongmo (Anghore, Cameroon)

Ya Mallen Jagne (Think Young Women, The Gambia)

Jonction, Senegal

Lagos (HQ): 2nd Floor 385 Herbert Macaulay Way,
Yaba, Lagos
+234 1 342 62 45

2nd Floor, 39 Baale Street, Ajegunle, Lagos.
+234 1 291 39 26

Aba: 3rd Floor, 17B Ngwa Road, Aba.
+234 82 291 047

Abuja: 2nd Floor (Rock & Rule Suite), Discovery
Mall, 215 Ademola Adetokunbo Crescent, Wuse II,
Abuja.
+234 9 291 63 01

Kano: 547 Warhu Hospital Road, Dakata Kawaji,
Kano.
+234 64 433 430

 hello@paradigmhq.org

   @ParadigmHQ

Omar Darboe (Internet Society, The Gambia Chapter)

Public and Private Development Centre, Nigeria

Africtivistes

Fantsuam Foundation, Nigeria

World Wide Web Foundation

DigitalSENSE Africa (DSA) Media

Access Now

Committee to Protect Journalists (CPJ)

PEN America

Ghanaian Centre of PEN International

Institut des TIC pour le développement (INTIC4DEV)

Entente des Spécialistes Togolais en TIC (ESTETIC)

KOUAMI Ayaovi Olévié, ICANN-GNSO-NCSG-NPOC Excom membre

Nigerian Centre of PEN International

Media Institute of Southern Africa, Zimbabwe Chapter

Emmanuel Agbenonwossi (Afrotribune, Togo)

Tomslin Samme-Nlar (Internet Society, Cameroon Chapter)

Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)

Abdulai Kamara

Dotunroy.com

Association for Progressive Communications (APC)

Aireni Omerri

African Civil for Information Society (AC SIS)

Media Institute of Southern Africa (MISA)

Namibia Media Trust

Bahrain Watch

Sunlight Foundation

Reporters Without Borders

Lagos (HQ): 2nd Floor 385 Herbert Macaulay Way,
Yaba, Lagos
+234 1 342 62 45

2nd Floor, 39 Baale Street, Ajegunle, Lagos.
+234 1 291 39 26

Aba: 3rd Floor, 17B Ngwa Road, Aba.
+234 82 291 047

Abuja: 2nd Floor (Rock & Rule Suite), Discovery
Mall, 215 Ademola Adetokunbo Crescent, Wuse II,
Abuja.
+234 9 291 63 01

Kano: 547 Warhu Hospital Road, Dakata Kawaji,
Kano.
+234 64 433 430